

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N° 278

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 16 Décembre 2016

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

RAPPORTEUR(S) : M. JEAN-MARC PERRIN

OBJET

Convention entre la Commune de Lançon-Provence, le CCAS de Lançon-Provence et le Département, pour l'occupation de locaux en vue de la tenue de permanences sociales.

**Direction Générale Adjointe de l'Équipement du Territoire
Direction des Études, de la Programmation et du Patrimoine
04 13 31 25 53**

PRESENTATION

Le Département des Bouches-du-Rhône, par l'intermédiaire de sa Direction Générale Adjointe de la Solidarité, exerce des missions de protection, de prévention et d'insertion.

Dans le cadre de leurs activités, les assistantes sociales de la Maison Départementale de la Solidarité de Territoire de Salon-de-Provence assurent des permanences de proximité auprès des populations qui, confrontées à des difficultés de tout ordre, ont besoin d'une aide ponctuelle ou durable pour préserver ou retrouver leur autonomie de vie.

Ainsi, par convention du 27 février 2003, la Commune de Lançon-Provence a autorisé le Département à occuper des locaux de l'Hôtel de Ville, pour la tenue de permanences sociales.

Les permanences sociales ont été transférées au sein du CCAS situé Place du Champ de Mars, dans une salle de 9 m², dénommée « bureau de permanence », où elles s'y déroulent le 4^{ème} mardi matin de chaque mois.

Il est précisé que les locaux du CCAS ont été mis à disposition de ce dernier par la Commune qui en assure l'entretien ainsi que les charges de fonctionnement.

Dans ce contexte, il convient aujourd'hui de résilier la convention du 27 février 2003 et de conclure une convention tripartite (Département, CCAS et Commune) définissant les modalités d'occupation du CCAS.

OBJET

Le présent rapport a pour objet de vous soumettre le projet de convention ci-joint, à intervenir entre la Commune de Lançon-Provence, le CCAS de Lançon-Provence et le Département. Ce projet définit les modalités d'occupation d'un bureau du CCAS sis Place du Champ de Mars – 13680 Lançon-Provence pour la tenue de permanences sociales.

La présente convention est consentie pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de sa signature, dans la limite de 10 fois.

INCIDENCE FINANCIERE

En raison de sa destination sociale, la présente occupation est consentie à titre gratuit.

PROPOSITIONS

Compte tenu de ces précisions, il vous est demandé de bien vouloir :

- approuver la passation d'une convention d'occupation d'un bureau du CCAS de Lançon-Provence au bénéfice du Département, en vue de la tenue de permanences sociales,

- m'autoriser à signer cette convention ainsi que tout acte ultérieur pouvant s'y rapporter dans la mesure où celui-ci n'apporte pas de modifications substantielles à la convention initiale.

Au bénéfice de ces considérations et sur proposition de Monsieur le Délégué au Patrimoine et aux Bâtiments Départementaux, je vous serais très obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

Signé
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

**DIRECTION DES ETUDES, DE LA PROGRAMMATION
ET DU PATRIMOINE
Service Gestion Immobilière**

**PROJET DE
CONVENTION D'OCCUPATION
- oOo -**

ENTRE

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par Madame Martine VASSAL, agissant en sa qualité de Présidente du Conseil Départemental, en vertu d'une délibération du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 2 avril 2015, ou son représentant, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Conseiller Départemental, Délégué au Patrimoine et aux Bâtiments Départementaux, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, et en l'espèce en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du

Ci-après dénommé "**l'occupant**"

D'une part,

ET

La Commune de Lançon-Provence, domiciliée en l'Hôtel de Ville – Place du Champ de Mars – 13680 LANCON-PROVENCE, représentée par son Maire, Monsieur Michel MILLE,

Ci-après dénommée "**la Commune**"

ET

Le CCAS de Lançon-Provence, domicilié en l'Hôtel de Ville – Place du Champ de Mars – 13680 LANCON-PROVENCE, représenté par son Président, Monsieur Michel MILLE

Ci-après dénommé "**le CCAS**"

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Département des Bouches-du-Rhône, par l'intermédiaire de sa Direction Générale Adjointe de la Solidarité, exerce des missions de protection, de prévention et d'insertion.

Dans le cadre de leurs activités, les assistantes sociales de la Maison Départementale de la Solidarité de Territoire de Salon-de-Provence assurent des permanences de proximité auprès des populations qui, confrontées à des difficultés de tout ordre, ont besoin d'une aide ponctuelle ou durable pour préserver ou retrouver leur autonomie de vie.

Afin de faciliter ces missions et par convention du 27 février 2003, la Commune de Lançon-Provence a autorisé l'occupation d'un bureau de la mairie sise l'Hôtel de ville, Place du Champ de Mars, en vue de permanences sociales assurées par des agents du Département.

Les permanences sociales se déroulent aujourd'hui au sein du CCAS. Il est précisé que les locaux du CCAS sont mis à disposition de ce dernier par la Commune.

Il convient aujourd'hui de résilier la convention du 27 février 2003 et de conclure une nouvelle convention définissant les modalités d'occupation de ces locaux par le Département.

Tel est l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 :

La présente convention abroge et remplace la convention du 27 février 2003.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

- Les locaux :

Il s'agit d'un bureau de 9 m² environ, dénommé « bureau de permanence ». Il est mis à disposition par la Commune et situé au rez-de-chaussée du CCAS sis Place du Champ de Mars - 13680 LANCON-PROVENCE.

L'occupant disposera d'un accès à la salle d'attente et aux sanitaires.

Les locaux sont représentés sur le plan joint en annexe à la présente convention.

- Le matériel mis à disposition de l'occupant :

- des tables et des chaises
- un téléphone et une ligne téléphonique
- Une connexion internet
- un appareil photocopieur situé à l'accueil

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les avoir visités, sans qu'il soit besoin d'en faire plus ample désignation.

ARTICLE 3 : DESTINATION

Les locaux, objets de la présente occupation, sont destinés aux services externes de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité, qui les occupent dans le cadre de ses missions sociales.

Ces locaux sont mis à disposition de l'occupant : **le 4^{ème} mardi du mois de 9h00 à 12h00.**

L'occupant pourra modifier ses créneaux horaires et journaliers habituels avec l'accord de la Commune sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant à la présente convention.

Si l'occupant souhaite intervenir à titre exceptionnel en dehors des créneaux qui ont été convenus, il devra en aviser le représentant du CCAS au plus tard quinze jours avant le déroulement des permanences. Le CCAS se réserve pour sa part le droit ou non d'accorder cette autorisation ponctuelle d'occupation

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est consentie pour une durée d'un an à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 10 fois.

ARTICLE 5 : LOYER ET CHARGES

En raison de sa destination sociale, la présente occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : CONDITIONS

- L'occupant s'engage à :
 - utiliser les locaux de manière raisonnable.
 - n'utiliser les locaux que dans le cadre prescrit dans le préambule.
 - prendre soin des locaux et du matériel utilisé.
 - organiser ses activités en respectant la réglementation en vigueur, les usages de moralité, de bonnes mœurs et de bon voisinage.
 - ne pas réaliser des activités ou un accueil à connotation religieuse, politique, à caractère commercial ou à but lucratif.
 - effectuer toutes les déclarations réglementaires et légales auprès des organismes et administrations intéressés par les activités réalisées.

- Au cours de l'utilisation des locaux, l'occupant s'engage à :

- contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées.
- assurer le contrôle effectif des personnes qui assistent ou participent aux activités pendant toute la durée de leur présence au sein des locaux.
- Préalablement à l'utilisation des locaux, l'occupant reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes spécifiques données par le représentant du CCAS compte tenu de l'activité envisagée. Il s'engage :
 - à respecter ces consignes, notamment, de ne pas accueillir un nombre de personnes plus important que celui qui a été agréé par la commission de sécurité.
 - à signaler au représentant du CCAS tout fait susceptible de nuire à la sécurité du public accueilli.

ARTICLE 7 : CHARGES LOCATIVES ET JOUISSANCE DES LIEUX

- Charges locatives :

Les charges de fonctionnement (eau, électricité, chauffage) des locaux restent à la charge de la Commune, de même que l'entretien, le ménage et les travaux de propreté.

- Jouissance des lieux :

L'occupant accepte de prendre les lieux en l'état dans lequel il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

Il devra veiller à les préserver de toute dégradation, et à les conserver en état permanent de propreté.

L'occupant n'entreprendra aucune modification, ni réparation dans les locaux sans avoir obtenu au préalable l'accord de la Commune.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'occupant devra contracter une assurance couvrant les risques locatifs ainsi que le recours des voisins et des tiers.

ARTICLE 9 : RESILIATION

La résiliation de la présente convention pourra être prononcée :

- en cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention. Cette dernière pourra être ainsi résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

- par la Commune, si celle-ci désire avoir la libre disposition des lieux, à charge pour elle de prévenir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date de libération des locaux qui ne saurait être inférieure à deux mois à compter de la réception de ladite lettre.
- par l'occupant dans le cas où ce dernier n'en aurait plus l'utilisation, dans les mêmes formes et délais.

ARTICLE 10 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile en l'Hôtel du Département, 52 avenue de Saint-Just - 13256 MARSEILLE Cedex 20.

Fait en 2 exemplaires, à Marseille, le

**Pour la Commune-de
Lançon-Provence**

Le Maire

Michel MILLE

**Pour le Département
des Bouches-du-Rhône**

**Le Délégué au Patrimoine et
aux Bâtiments Départementaux**

Jean-Marc PERRIN

**Pour le CCAS de
Lançon-Provence**

Le Président

Michel MILLE

Annexe jointe à la convention : Plan de situation des locaux